

(N° 38)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 JUILLET 1925.

BUDGET DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE POUR L'EXERCICE 1925 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DE L'AGRICULTURE (2),
PAR M. BRUSSELMANS.

MESSIEURS,

Votre Commission n'avait apporté au projet du Budget de 1925 devenu caduc par la dissolution du Parlement qu'un amendement de pure forme portant sur le libellé de l'article 27. Cet amendement fut d'ailleurs repris au nouveau projet de Budget.

C'est dire que votre Commission s'était pour le reste déclarée entièrement d'accord avec les propositions du Département de l'Agriculture.

Il en est encore ainsi. Les amendements proposés et qui ont pour effet d'augmenter les estimations primitives de 5,258,446 francs, proviennent essentiellement de la péréquation des traitements.

Le Budget nouveau comporte quelques réajustements de peu d'importance et deux crédits nouveaux. L'un de 200,000 francs à l'article 54 permettra au Ministre de l'Agriculture d'encourager encore plus fortement le défrichement; l'autre de 50,000 francs à l'article 78, permettra l'entretien et la reconstitution de notre domaine boisé.

L'importance de ces deux crédits n'échappera à personne. La Commission vous propose donc d'approuver le projet du Budget.

(1) Budget, n° 4-VIII.

(2) Composition de la Commission permanente de l'Agriculture : MM. Tibbaut, président, Amelot, Brusselmans, Buysse, Carlier, Colleaux, De Bruycker, De Keersmaecker, de Kerchove d'Exaerde, de Montpellier, Doms, Gevaert, Housiaux, Maenhaut, Mostaert, Nichels, Niezette, Periquet, Petit, Vanden Corput, Vanden Eynde (Oscar) et Van Opdenbosch.

H

La distribution du présent rapport (n° 38) a eu lieu
le 6 juillet 1925.

Envisageant la situation générale de notre agriculture, certains membres attirèrent l'attention de la Chambre et du Département de l'Agriculture sur l'urgence de certaines lois, telles la loi sur le bail à ferme, la loi sur la police des cours d'eau non navigables ni flottables, sur la question du logement des ouvriers, etc., sur l'utilité de certaines mesures favorisant la coopération agricole : achats en commun et crédit.

La Commission exprime de nouveau l'avis qu'une entente entre les ministres de l'Agriculture et de l'Industrie et du Travail est nécessaire pour toute mesure réglementant le ravitaillement en denrées produites par l'agriculture.

La Commission demande en outre à M. le Ministre de l'Agriculture de bien vouloir suggérer à son collègue de la Défense Nationale le rétablissement des congés saisonniers.

Elle estime aussi que le régime fiscal de la culture du tabac devrait être modifié.

Passant en revue les articles, certains membres demandèrent des explications ou firent aux articles 2 et 9 des remarques que votre Rapporteur a actées article par article.

On doit envisager certains ajustements à la péréquation des traitements et la péréquation des pensions.

ART. 11. — Des membres signalent certaines insuffisances au service d'inspection vétérinaire. En matière de police sanitaire, il faudra de plus en plus s'appliquer à prévenir le mal plutôt qu'à le guérir. Le mode d'application des règlements relatifs à la stomatite aphteuse demandera une surveillance constante avec le désir de les améliorer et d'en atténuer les sévérités inutiles.

ART. 22. — Des membres font remarquer que les subsides accordés à l'amélioration de notre cheptel ne sont pas répartis proportionnellement à l'importance respective des races bovines et chevalines.

ART. 26. — Un membre exprime le vœu de voir représenter au Conseil supérieur de l'Agriculture toutes les classes rurales. Il n'est pas douteux que la nouvelle réglementation de la représentation agricole ne lui donne en grande partie satisfaction.

ART. 27. — Un membre signale l'utilité d'une revision de l'atlas.

ART. 28 à 46. — Il faut remarquer que si l'enseignement agricole a fait des progrès considérables auxquels nous applaudissons, beaucoup reste encore à faire.

L'enseignement ménager peut être étendu. L'enseignement agricole du degré primaire peut être intensifié. Nous sommes convaincus qu'il reste beaucoup à faire dans ce domaine : Il faudrait viser à rendre cet enseignement plus systématique et plus efficace. Multiplier les champs d'expérience, en créer de permanents; donner à l'enseignement un caractère pratique et intuitif qu'il n'a pas toujours en ce moment.

Art. 32. — Un membre se plaint de ce que les publications de l'Institut normal d'économie ménager agricole accueillent des articles incompatibles avec le caractère officiel de cette institution.

Les articles 71 et suivants donnent lieu à plusieurs remarques :

On critique la façon dont sont exploités les forêts dominiales des cantons d'Eupen-Malmedy. Il semble que l'État belge n'en tire pas le revenu qu'il pourrait en être tiré.

Les appointements des préposés forestiers ne sont pas suffisants pour leur permettre de se consacrer avec zèle à leurs fonctions. Ils devraient être, avant tout, des forestiers et vaquer à l'entretien de la forêt.

Le paiement de leur traitement devrait se faire plus régulièrement et à date fixe.

Enfin, certaines critiques ont été élevées contre l'Administration forestière qui, tantôt, ne reboise pas, tantôt prétend reboiser des terres défrichées et parfaitement susceptibles d'être cultivées.

Une autre série de remarques ont été faites à propos de la chasse.

On voudrait voir représentées, au Conseil supérieur de la Chasse, les communes propriétaires de chasses.

A l'article 80, des membres demandent des explications quant aux intentions du Département, relativement aux « essais d'acclimation et de repeuplement en gibier ».

De quel gibier s'agit-il? Quelle somme le Ministre de l'Agriculture compte-t-il consacrer à la chose? Est-on bien sûr que c'est le gros gibier qu'on essaie d'acclimater? De la sorte ne constitue-t-il pas une nuisance pour nos forêts et pour l'agriculture?

Certains membres se demandent s'il n'est pas temps de reviser notre Code forestier. La compétence du juge de paix devrait être étendue à la plupart des délits forestiers.

A l'article 81 et suivants, des réclamations s'élèvent contre le nouveau règlement de roulage et contre la façon draconienne dont il est appliqué.

La Commission regrette, d'autre part, que le subside prévu pour la voirie vicinale soit manifestement insuffisant.

Le Rapporteur,
F. BRUSSELMANS.

Le Président,
ÉM. TIBBAUT.

(N^o 38)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 JULI 1925.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN LANDBOUW VOOR HET DIENSTJAAR 1925 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DEN LANDBOUW ⁽²⁾,
UITGEBRACHT DOOR DEN HEER BRUSSELMANN.

MIJNE HEEREN,

Uwe Commissie had aan het Begrootingsontwerp voor 1925, vervallen ten gevolge van de ontbinding der Kamers, slechts een amendement van louter vorm ingediend op artikel 27. Dit amendement werd, trouwens, in het nieuw Begrootingsontwerp opgenomen.

Dit zegt genoeg dat uwe Commissie het heelmaal eens was met de voorstellen van het Departement van Landbouw.

Dit is nog alzoo. De voorgestelde amendementen, die voor gevolg hadden de eerste ramingen met 5,258,446 frank te verhoogen, komen inzonderheid voort van de perequatie der jaarwedden.

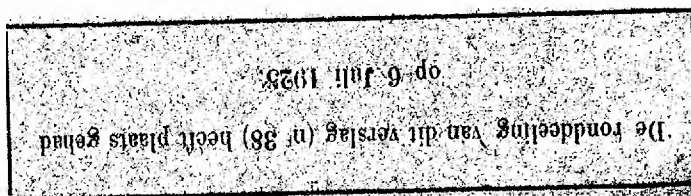
De nieuwe Begrooting behelst enkele min belangrijke aanpassingen en twee nieuwe credieten. Het eene van 200,000 frank, bij artikel 54, om den Minister toe te laten de ontginning van braakgronden nog meer te bevorderen; het andere van 50,000 frank, bij artikel 78, voor het onderhoud en het weder in staat stellen van onze domeinbosschen.

Niemand zal de belangrijkheid van deze credieten betwisten. De Commissie stelt u dus voor de Begrooting goed te keuren.

(1) Begrooting, n^o 4-VIII^{bis}.

(2) Samenstelling van de *Bestendige Commissie voor den Landbouw*: de heeren Tibbaut, voorzitter, Amelet, Brusselmans, Buysse, Carlier, Colleaux, De Bruycker, De Keersmaker, de Kerchove d'Exaerde, de Montpellier, Doms, Gevaert, Housiaux, Maenhaut, Mostaert, Nichels, Niezette, Pèriquet, Petit, Vanden Corput, Vanden Eynde (Oscar) en Van Opdenbosch.

H



. . .

Met het oog op den algemeenen toestand van den landbouw, hebben sommige leden de aandacht van de Kamer en van het Departement van Landbouw gevestigd op de hoogdringendheid van sommige wetten, zooals de wet op de landpachten, de wet op de politie der niet bevaarbare en niet vlotbare waterloopen, op het vraagstuk der huisvesting voor arbeiders, enz., op het nut van sommige maatregelen tot bevordering van de samenwerking op landbouwgebied : gemeenschappelijke aankoop en crediet.

De Commissie drukt nogmaals hare meening uit dat eene verstandhouding tusschen de Ministers van Landbouw en van Nijverheid en Arbeid noodig is voor elken maatregel tot regeling van de bevoorrading in levensmiddelen door den landbouw voortgebracht.

De Commissie vraagt bovendien aan den heer Minister van Landbouw bij zijn collega van Landsverdediging aan te dringen voor het terug invoeren van de seizoenverloven.

Zij is ook van meening dat het fiscale stelsel voor de tabakscultuur zou moeten gewijzigd worden.

Bij het overzicht der artikelen hebben eenige leden ophelderingen gevraagd of aanmerkingen in 't midden gebracht die uw verslaggever punt voor punt heeft aange teekend.

ART. 2 en 9. — Eenige wijzigingen voor de billijke toepassing der perequatie en de perequatie der pensioenen moeten in aanmerking genomen worden.

ART. 11. — Eenige leden wijzen op sommige tekortkomingen in den dienst van het vecartsenijkundig toezicht. Inzake gezondheidspolitie moet er meer en meer getracht worden het kwaad te voorkomen eer dan te genezen. De wijze van toepassing van de reglementen betreffende het mond- en klauwzeer eischt een doorlopend toezicht, met het doel dezelve te verbeteren en de nuttelooze scherpte van die maatregelen te verzachten.

ART. 22. — Eenige leden doen opmerken dat de subsidiën verleend tot verbetering van onzen veestapel niet verdeeld worden evenredig aan de belangrijkheid van het runderras en het paardenras.

ART. 26. — Een lid drukt den wensch uit dat in der hoogerer Landbouwwraad al de landbouwklassen zouden vertegenwoordigd zijn. Zonder twijfel zal de nieuwe regeling van de landbouwvertegenwoordiging daarin grootendeels voldoening schenken.

ART. 27. — Een lid wijst op het nut van eene herziening van den atlas.

ART. 28 en 46. — Men dient op te merken dat, zoo het landbouwonderwijs aanzienlijken vooruitgang heeft gedaan, wat wij ten vollen toejuichen, er nog veel te doen blijft.

Het huishoudonderwijs kan uitgebreid worden. Het landbouwonderwijs van den lageren graad kan vermeerderd worden. Wij zijn overtuigd dat op dit gebied

nog veel kan verbeterd worden : men moet er naar streven dit onderwijs stelselmatiger en doelmatiger in te richten. De proefvelden moeten vermeerderd worden, en er moeten bestendige proefvelden aangelegd worden; aan het onderwijs moet een practisch en intuïtief karakter worden gegeven dat het tot hiertoe niet bezat.

ART. 32. — Een lid klaagt erover, dat de uitgegeven schriften van het Normaal Instituut voor landbouwhuishoudkunde artikels opnemen die niet verenbaar zijn met het officieel karakter van deze instelling.

De artikelen 71 en volgende geven aanleiding tot tal van opmerkingen :

Men brengt bezwaren in tegen de wijze waarop de domeinbosschen der kantons Eupen-Malmedy worden uitgebaat. Naar het schijnt zou de Belgische Staat er niet al het voordeel uit halen, dat er zou kunnen uitgetrokken worden.

De wedden der boschwachters zijn niet voldoende om hun toe te laten, dat zij hun ambt met ijver waarnemen. Vóór alles zouden zij moeten boschwachters zijn met het oog op het degelijk onderhouden van het woud.

Hunne wedde zou bovendien meer regelmatig en op vastgestelden datum moeten uitbetaald worden.

Ten slotte werden sommige bezwaren aangevoerd tegen het Beheer der bosschen, dat nu eens niet herbebosscht, dan weer ontgonnen grond wil herbebosschen, die met welgelukken kan bebouwd worden.

Eene andere reeks aanmerkingen werden in het midden gebracht betreffende de jacht.

Men wenscht, dat de Hoogere Jachtraad ook vertegenwoordigers zou hebben van de gemeenten die eigenaar zijn van jachten.

Op artikel 80 vragen sommige leden uitleg over wat het Departement bedoelt met « proefnemingen van acclimatiseering en van herbevolking met wild ».

Welke soort wild wordt hier bedoeld? Welke som is de Minister van Landbouw voornemens daaraan te besteden? Is het wel het grof wild dat men beproeft te acclimatiseeren? Zou dit niet schadelijk zijn voor onze bosschen en voor den landbouw?

Sommige leden vragen of het niet gepast zou zijn ons Boschwetboek te herzien? De bevoegdheid van den vrederechter zou moeten uitgestrekt worden tot meestal de boschovertredingen.

Bij artikel 81 en volgende worden klachten uitgebracht over het nieuw reglement op het verkeer en wegens de draconische toepassing ervan.

Anderzijds betreurt de Commissie, dat de voorziene toelagen voor de buurtwegen klaarblijkend onvoldoende zijn.

De verslaggever,
F. BRUSSELMANS.

De Voorzitter,
EM. TIBBAUT.
